



Compte-rendu du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Abidjan, le 23 décembre 2010)

LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN COTE D'IVOIRE S'EST DEGRADEE AU COURS DES DERNIERS JOURS, ESTIME L'ONUCI

Ce n'est pas en abusant des droits de l'Homme que les problèmes politiques se règlent, la solution à la crise politique se trouve ailleurs que par la violation des droits des simples citoyens en Côte d'Ivoire, a déclaré jeudi à Abidjan, le Chef de la division des droits de l'Homme de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), Simon Munzu.

Faisant un état de la situation des droits humains dans le pays au moment même où se réunissait en session spéciale à Genève, le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme en Côte d'Ivoire, M Munzu, a indiqué qu'au niveau national et international, personne ne pouvait nier à l'heure actuelle, que la situation des droits de l'Homme en Côte d'Ivoire est préoccupante.

Intervenant au cours du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI, M. Munzu a dénoncé les violations graves répertoriées par la mission depuis le 16 décembre. « Nous avons enregistré 173 cas d'exécutions sommaires, 90 cas de torture ou autres formes de mauvais traitement, 471 cas d'arrestations et de détention arbitraires ainsi que 24 cas de disparitions forcées », a-t-il affirmé.

« Tous ces cas ont pu être vérifiés », a assuré M. Munzu, estimant que tous les abus n'étant pas systématiquement portés à la connaissance de l'ONUCI, il y avait de ce fait, lieu de penser que les chiffres avancés ne représentaient qu'une partie de la réalité. Car, selon lui, l'ONUCI enregistre ces derniers temps, un accès de plus en plus difficile de ses équipes sur le terrain pour procéder à une vérification afin de confirmer ou d'infirmer de nombreux faits rapportés ou des allégations de charnier dans certaines localités. « Notre rôle n'est ni d'accabler ni d'indexer qui que ce soit, mais plutôt de faire ressortir la vérité. », a-t-il lancé.

Dans ce sens, le Chef de la Division des droits de l'Homme a également dénoncé le blocage sur la route d'Anyama, d'une délégation de l'ONUCI conduite par le Représentant spécial alors qu'elle allait vérifier sur place des allégations faisant état de l'existence d'un charnier à N'Dotré. « Des militaires des forces de défense et de sécurité avec à leurs côtés des hommes encagoulés et puissamment armés nous ont empêchés de nous rendre sur les lieux », a noté le Chef de la Division des Droits de l'Homme.

Il a, dans ce cadre, lancé un appel à toutes les parties concernées, civils et militaires, de quelque parti politique que ce soit, de laisser l'ONUCI faire son travail. « Nous les assurons que nous faisons ce travail en toute objectivité et sans parti pris », a-t-il dit.

Le Chef de la division de l'ONUCI a, dans la même foulée, annoncé la mise sur pied d'une Task Force composée d'une centaine de personnel de la mission et des agences du système des Nations unies. « Ce personnel est déployé en équipe de trois à cinq personnes sur douze localités à travers le pays », a indiqué M Munzu qui a aussi rappelé la création par l'ONUCI de la ligne verte ouverte 24H/24 aux personnes ayant connaissance de violations des droits de l'Homme ou celles qui en sont victimes.

Auparavant, le porte-parole de la mission, Hamadoun Touré, avait lu une déclaration relative d'une part, à des actes graves de violation des droits de l'homme et d'intimidation dans plusieurs quartiers d'Abidjan et dans l'ouest du pays. « Ces actes incluent l'identification de maisons marquées de signes distinctifs. La nuit, des individus armés entrent dans les habitations pour y opérer des enlèvements ou y commettre des crimes », a-t-il noté.

D'autre part, M. Touré a fait état d'entraves à la poursuite des activités de l'ONUCI. « Il y a eu des blocages de nos camions d'approvisionnement ainsi que de nos patrouilles. De même, nos patrouilles continuent d'être suivies par des hommes armés à bord de véhicules », a ajouté le porte-parole.

Il a aussi parlé du blocage des deux accès menant à l'Hôtel Golf et déploré la poursuite sans fondement de la campagne médiatique hostile du camp du Président Gbagbo contre l'ONUCI.

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:

Hamadoun Touré, Porte-parole
Tél. : +225-06203305 ; Portable : + 225-05990075 ; Fax : +225-20235107
Email: hamadoun@un.org.

<http://www.onuci.org>